

# Le travail productif dans les services non marchands

Jean-Marie Harribey

*La Pensée*, n° 330, avril-mai-juin 2002, p. 33-45

L'une des manifestations les plus importantes du passage à une phase du capitalisme où s'exerce pleinement la domination de la finance mondiale est que, depuis vingt ans, s'est progressivement imposée l'idée selon laquelle l'implication de l'Etat et des collectivités publiques dans l'économie aurait atteint un niveau trop élevé, au point de faire franchir aux « prélèvements obligatoires » un seuil insupportable. Insupportable pour les individus et les entreprises qui s'en acquittent. Et insupportable pour l'ensemble de l'économie qui serait pénalisée par le « détournement » de ressources vers le secteur public qui auraient été mieux employées par les agents privés s'ils avaient pu en conserver l'usage.

Le présent texte propose une réfutation logique de l'argumentation libérale pour essayer de retrouver une légitimité théorique et politique à l'activité publique. L'enjeu est d'importance après qu'ont été imposés depuis un quart de siècle des politiques d'austérité dans la plupart des pays riches et des plans d'ajustement structurel dans les pays pauvres, la réduction des dépenses publiques devant partout faciliter un meilleur développement. Nous rappellerons et préciserons d'abord le concept de travail productif dans l'économie capitaliste. Nous montrerons ensuite que la collectivité anticipe l'existence de besoins collectifs et produit des services propres à les satisfaire. La conclusion est que la force de travail qui en est à l'origine ne s'échange pas contre du revenu qui est prélevé mais qui est produit. Dès lors, une conception renouvelée de la richesse peut être élaborée.

## 1. Retour sur le travail productif

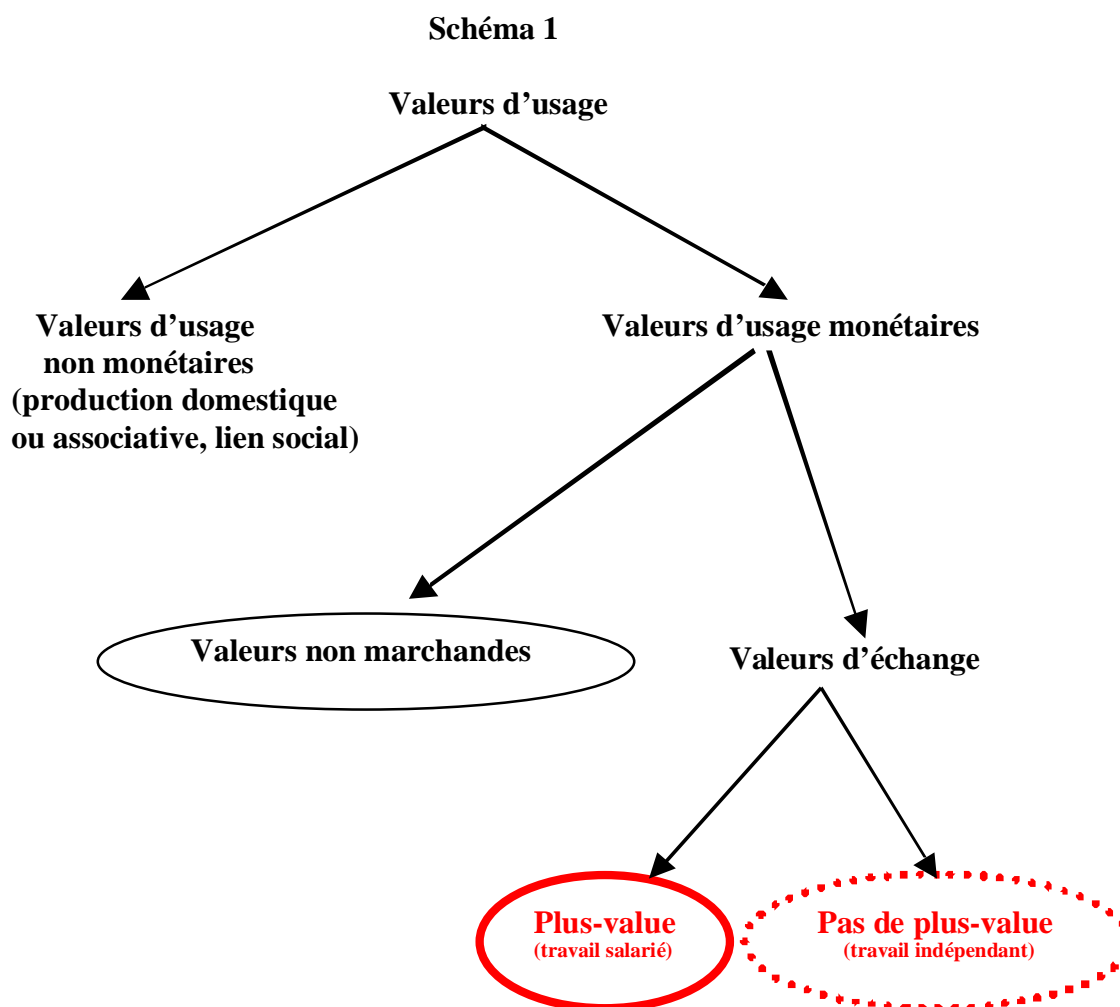
Le concept de travail productif n'a de sens qu'en relation aux rapports sociaux existants. L'économie capitaliste se présente comme un ensemble complexe (schéma 1) où domine la production de marchandises mais où subsistent des formes de production non capitaliste, voire non monétaire. Toute production est au moins une production de valeurs d'usage. La plupart de celles-ci prennent la forme monétaire. D'autres ne la prennent pas, par exemple les productions domestiques faites par soi et pour soi, ou celles qui résultent d'activités associatives réalisées dans le cadre du bénévolat ; on peut même faire mention des valeurs d'usage immatérielles, telles que le lien social et la solidarité, qui découlent souvent des précédentes. Parmi les valeurs monétaires, les unes sont des valeurs d'échange, les autres représentent des valeurs monétaires non marchandes, tels que les services produits par les administrations. Enfin parmi les valeurs d'échange, la plupart correspondent à une production capitaliste de plus-value par le travail salarié, tandis qu'une minorité est le résultat du travail indépendant ne produisant pas de plus-value.

Au sein de l'économie capitaliste, seule la production de valeurs d'échange marchandes par le travail salarié aboutit à une production de plus-value permettant d'accumuler privativement du capital, si l'on fait abstraction de la petite accumulation que peut réaliser le travail indépendant. C'est en ce sens qu'il faut entendre la définition du travail productif par Marx : dans le mode production capitaliste pur, seul le travail salarié est productif de valeur venant grossir le capital, c'est-à-dire, en un mot, seul ce travail est productif de capital. « N'est productif que le travail qui produit du capital »<sup>1</sup> en déduit Marx. On aurait tort de prendre cette définition du *travail productif de capital* pour une définition du *travail productif en soi*, indépendamment des rapports sociaux dans lesquels il s'effectue. Marx lui-même nous

---

<sup>1</sup> . Marx [1968, p. 242].

avertit du problème : « L'esprit borné du bourgeois confère un caractère absolu à la forme capitaliste de la production et la considère comme son unique forme naturelle. Il confond donc volontiers la question du travail productif et du travailleur productif, telle qu'elle se pose du point de vue du capital, avec la question du travail productif en général. »<sup>2</sup> Ce rappel de Marx renvoie à sa distinction entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste.



### Légende



Travail productif de capital avec ou sans plus-value



Travail productif de valeurs d'usage monétaires sans valeur d'échange

Il faut noter enfin que tout le travail s'échangeant contre du capital n'est pas productif de capital : seul le travail s'échangeant contre du capital investi dans la sphère de la

<sup>2</sup> . Marx [1968-c, p. 388].

production est productif de valeur pour celui-ci ; le travail s'échangeant contre du capital de la sphère de circulation ne l'étant pas.

## 2. Prélèvements obligatoires *versus* principe de la demande implicite anticipée

Nous montrerons d'abord à quelle contradiction aboutit l'idée du financement des services non marchands par prélèvement préalable sur le surplus dégagé par l'activité capitaliste, nous énoncerons ensuite le principe de la demande implicite anticipée que nous opposons à l'idée précédente et tenterons d'en donner enfin une justification.

### 2.1. La contradiction du raisonnement libéral

Schématisons l'économie capitaliste de la manière suivante.<sup>3</sup> On suppose que les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. Admettons pour l'instant la présentation habituelle : en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives ; en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste. Pour qu'une part de la plus-value soit prélevée, il faut au préalable que la plus-value dans son ensemble ait été réalisée, c'est-à-dire qu'elle ait déjà revêtu la forme du profit monétaire.

Or, on sait que le profit monétaire n'est pas possible macroéconomiquement sur la seule base des avances monétaires des capitalistes. Cette contradiction n'est résolue que par l'existence d'un système bancaire qui, grâce à la création monétaire, fait l'avance du profit au système productif capitaliste permettant la réalisation de la plus-value sur le plan macroéconomique et, ainsi, l'accumulation du capital.<sup>4</sup> On retrouve dans ce qui précède une idée commune à Marx, Luxemburg, Kalecki et Keynes<sup>5</sup>. Sans qu'il reliât le profit à la plus-value, Schumpeter voyait également dans la création monétaire la condition de l'expansion économique<sup>6</sup>. Dès lors, le système bancaire anticipant la production et la réalisation de la plus-value anticiperait du même coup la part qui pourrait être prélevée par l'Etat.

Mais cette solution, qui permettrait simultanément le profit et la reproduction élargie du système capitaliste, ne résout pas la contradiction propre aux « prélèvements » pour une autre raison logique.

En effet, on remarquera que, dans la problématique du prélèvement préalable, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'Etat ou qu'il y en ait un puisqu'il y a un simple transfert de valeur de la sphère capitaliste considérée comme seule productive vers la sphère publique considérée comme improductive. Ainsi, l'intervention de l'Etat n'aurait aucune action sur le produit net. On est bien en pleine problématique libérale. Mais cela est démenti par le théorème d'Haavelmo<sup>7</sup> et certains libéraux théoriciens de la croissance endogène s'avisent maintenant de l'existence d'externalités positives engendrées par l'Etat.<sup>8</sup>

Mais il y a plus grave encore. Imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tend à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tend vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on

<sup>3</sup> . Nous en avons proposé une formalisation dans une contribution au congrès Marx International III : Harribey [2001-c].

<sup>4</sup> . Sur ce point, voir Harribey [1998 et 2000].

<sup>5</sup> . Marx [1968-a] ; Luxemburg [1972] ; Kalecki [1971], Keynes [1969].

<sup>6</sup> . Schumpeter [1934].

<sup>7</sup> . Le théorème de Haavelmo [1945] montre qu'une dépense publique supplémentaire, même couverte par un impôt équivalent (donc sans variation du déficit public), est génératrice d'un supplément de revenu équivalent à la dépense supplémentaire.

<sup>8</sup> . Sur ces points, voir Harribey [2001-a et 2001-b].

que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de revenu.<sup>9</sup> Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire diminueraient si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la vulgate libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* aux services collectifs est absurde.

## 2.2. Le principe de la demande implicite anticipée

Il s'inspire du concept keynésien d'anticipation et nous suggérons d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans toute formation sociale dominée par le capitalisme deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés – la demande dite effective – pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers que l'on peut assimiler à un prix socialisé.

On pourrait objecter que les impôts de l'année  $n$  servent à payer les dépenses publiques de l'année  $n+1$  et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

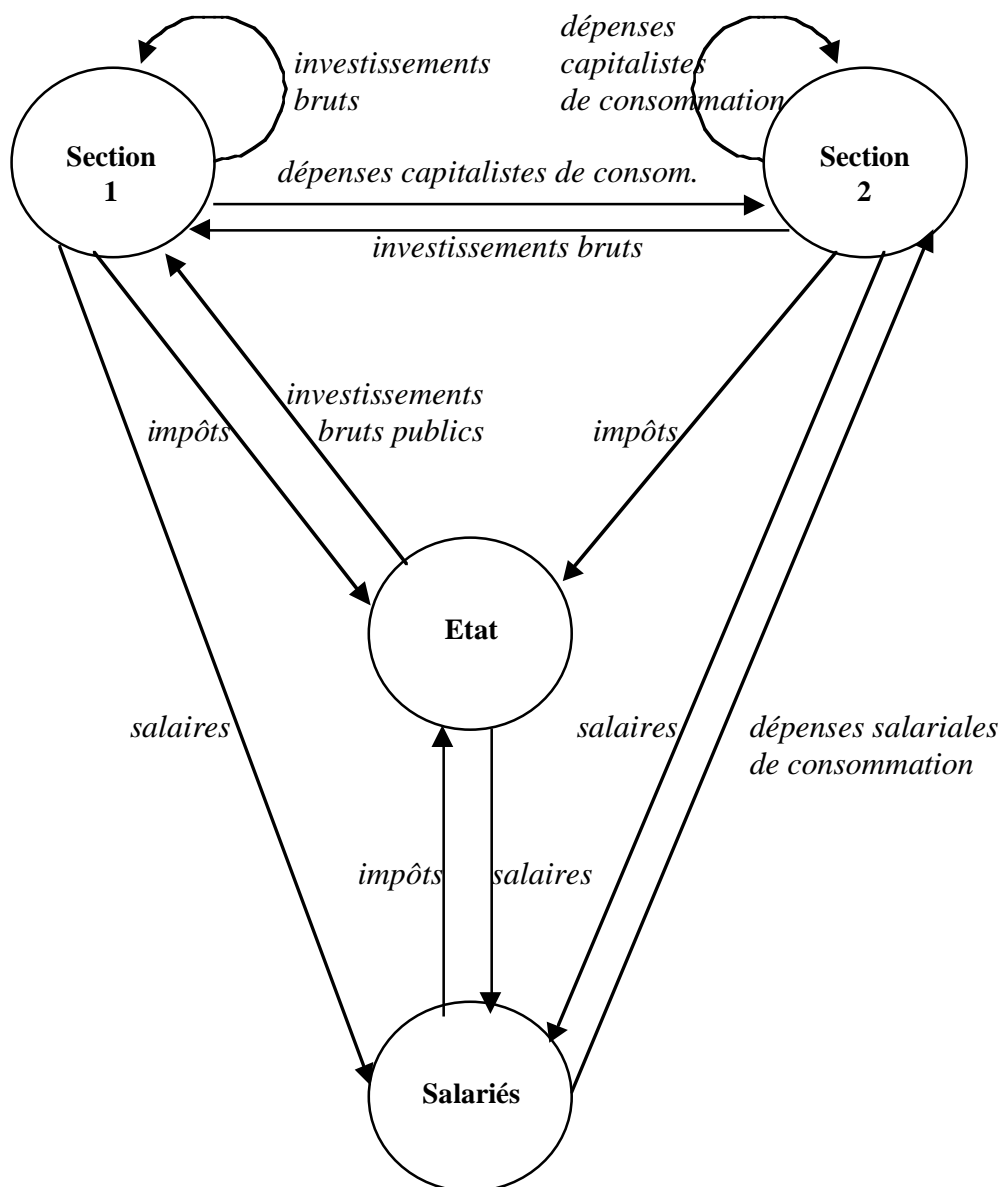
Le schéma 2 montre que le système est en équilibre et peut se reproduire à condition que la création monétaire anticipe le profit capitaliste et la production publique. D'un point de vue logique, il n'est donc pas besoin que l'activité capitaliste finance préalablement les

---

<sup>9</sup> . Si, outre la production, la consommation était aussi entièrement socialisée, il n'y aurait plus nécessité de distribuer des revenus aux différents membres de la société. Mais cela signifierait que la société a atteint une phase du communisme le plus égalitaire qui puisse être : les rapports capitalistes y seraient abolis en même temps que la valeur.

dépenses publiques. Celles-ci sont impulsées monétairement et l'équilibre des comptes publics se fait *a posteriori*.<sup>10</sup>

**Schéma 2**



La présentation du schéma 2 s'inspire du circuit que l'on peut trouver notamment dans Poulon [1982].

On pourrait croire que l'argumentation qui précède relève d'une dynamique keynésienne habituelle liée au multiplicateur puisqu'il y a du pouvoir d'achat distribué. Celle-ci peut bien se produire mais l'argumentation fait appel à un autre registre, beaucoup plus profond. Trop de marxistes en sont restés à une vision de l'économie à la Ricardo et Say qui

<sup>10</sup> . On peut montrer que la reproduction élargie de période en période a lieu si la création de monnaie de banque centrale est supérieure à la thésaurisation des ménages. Sur ce point, voir Zerbatto [1988] et Harribey [2000].

ne concevaient qu'une économie sans monnaie, avec obligatoirement une épargne préalable pour financer les investissements. C'est le même problème ici : tout le monde croit qu'il faut qu'il y ait de la plus-value quelque part pour qu'il y ait une école publique. Pas du tout : il suffit d'une décision collective affectant une partie des capacités de travail à cela<sup>11</sup>. Alors, certes, il y aura un manque à gagner pour le capital car les forces productives mises au service de la collectivité ne pourront être utilisées pour valoriser le capital. Mais n'assimilons pas hâtivement *manque à gagner* et *prélèvement*.

### 3. De la force de travail qui s'échange contre du revenu produit à une certaine conception de la richesse

Notre thèse est que, dans la mesure où des valeurs d'usage sont produites par les travailleurs des services publics, où ces valeurs d'usage sont monétaires bien que non marchandes, et où elles ont comme contrepartie les salaires versés à ces travailleurs, l'activité publique engendre du revenu. On pourra en déduire une nouvelle conception de la richesse.

La présentation proposée bouscule tant la vision libérale dominante qu'une conception marxiste traditionnelle, dont il n'est pas certain d'ailleurs qu'elle soit conforme à la pensée de Marx, au sujet du travail productif. Le cocasse, c'est que cette croyance marxiste orthodoxe rejoint la vision libérale : le privé finance le public. Nous prétendons que, lorsqu'on aura terrassé cette idée, la légitimité de la production collective pourra véritablement s'épanouir.

#### 3.1. La création de revenu

Comme nous l'avons dit dans la première partie, nous considérons comme Marx que la notion de travail productif en soi n'a aucun sens. Dans l'économie capitaliste, il y a le travail productif de valeur marchande dont la plus grande partie est productif de plus-value, la partie restante correspondant aux petits producteurs dont le travail ne s'échange pas puisque ce sont leurs marchandises qui s'échangent directement. Il y a aussi le travail productif de valeurs d'usage sans valeur d'échange mais auxquelles la société confère un statut monétaire par le fait que leurs producteurs perçoivent des salaires monétaires : les salariés du secteur public non marchand sont dans ce cas, et la thèse développée ici est que leur force de travail ne s'échange pas contre du capital – jusque-là, c'est l'analyse de Marx – mais contre du revenu *qui n'est pas prélevé mais produit* – c'est le point qui se sépare de l'analyse marxiste traditionnelle –.<sup>12</sup>

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Autrement dit, c'est la dépense publique qui engendre l'impôt via le produit ou revenu net additionnel qu'elle crée et non l'inverse. Encore faut-il préciser qu'il s'agit de la *dépense publique nette* d'infrastructures, d'équipements et de consommations intermédiaires, celle qui est mesurée par les salaires versés. Lorsque l'Etat finance une route, il la commande en fait à une entreprise du bâtiment et il n'y a là aucune production publique, mais simplement une production capitaliste achetée par la collectivité.

Il convient donc à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith<sup>13</sup> et que Marx a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi

<sup>11</sup> . Sur un registre voisin, voir Friot [2002] qui montre la possibilité de mutualiser l'investissement.

<sup>12</sup> . On pourrait ajouter qu'il y a enfin le travail productif de valeurs d'usage non monétaires mais qui n'interfèrent pas dans l'analyse des services publics menée ici, quoiqu'il y ait un point commun important : les valeurs d'usage produites par le travail domestique sont avec l'éducation et la santé parties prenantes de la reconstitution de la force de travail salariée.

<sup>13</sup> . Smith [1991, tome 1, p. 417 et suiv.]. Dans les *Principes... (Grundrisse...)*, Marx [1968-b, p. 242] reprend l'exemple de Senior à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du

inexistante<sup>14</sup> et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité.<sup>15</sup> Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunèrera. C'est le grand mérite de Keynes d'en avoir donné la théorie qui, sur ce point, dépasse celle de Marx.

Il est crucial également de rejeter la matérialité ou l'immatérialité du produit comme critère de définition du travail productif. Marx explique : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. »<sup>16</sup> Seuls doivent entrer en ligne de compte la nature du rapport social qui est noué à l'occasion de la production

---

capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu. » Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Nous considérons que quatre cas de figure au sujet du pianiste sont à envisager qui correspondent à quatre modes de production abstraits. Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains généreuses de son Altesse (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte, mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste. Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artiste artisan de l'artiste mozartien). Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx. Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'Etat ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ou bien dans une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant la même typologie que celle proposée ci-dessus : « Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital. » [1968-c, p. 393].

<sup>14</sup> . Marx [1968-c, p. 393-394, souligné par nous] écrit : « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* »

<sup>15</sup> . Appelons  $V$  les salaires versés par l'industrie capitaliste,  $M$  les profits capitalistes (dont une part  $a$  est réinvestie,  $b$  est consommée,  $d$  est dépensée en services domestiques, avec  $a + b + d = 1$ ),  $V'$  les salaires des domestiques,  $C$  et  $I$  respectivement les biens de consommation et d'investissement produits par l'industrie capitaliste, et  $dM$  représentant la valeur des services domestiques achetés par la classe dominante à la valeur de la force de travail domestique (donc n'incorporant pas de plus-value). L'erreur serait de considérer que le produit net est de :  $C + I = V + aM + bM + (1 - a - b)M = V + M$ . En réalité, le produit net est de :  $C + I + (1 - a - b)M = C + I + dM = V + V' + M$ .

<sup>16</sup> . Marx [1968-c, p. 393]. Au contraire, Poulantzas réintroduisait le critère de la matérialité quand il écrivait [1974, p. 219] : « On dira ainsi qu'est travail productif, dans le mode de production capitaliste, celui qui produit de la plus-value *en* reproduisant directement les *éléments matériels* qui servent de *substrat* au rapport d'exploitation : *celui donc qui intervient directement dans la production matérielle en produisant des valeurs d'usage qui augmentent les richesses matérielles.* »

des biens et des services et le caractère ou non de marchandise de ces biens et services. S'il s'agit d'un travail salarié produisant des marchandises, il est productif de capital (et, dans le même temps, de revenu bien sûr). S'il s'agit d'un travail salarié produisant des services non marchands, il ne produit pas de capital. Produit-il le revenu qu'il perçoit ? Non, répondent à l'unisson le libéralisme et le marxisme traditionnel, en laissant en suspens la question de savoir sur quelle base non réalisée serait prélevé le revenu pourtant versé. Oui, répondons-nous au risque de blasphémer les doctrines officielles.

Afin d'être cohérente, la thèse que nous développons ici doit répondre à deux autres questions. D'abord, pourquoi le raisonnement tenu à propos du travail productif des services non marchands destinés à satisfaire des besoins sociaux n'est-il pas étendu au travail employé par le capital commercial et financier, que nous continuons à considérer comme du travail improductif de capital et de revenu, engagé dans la phase de circulation du capital et non dans la phase de production des marchandises et destiné à satisfaire exclusivement le besoin de reproduction du capital ? Ensuite, peut-on englober dans la même catégorie tous les services non marchands, de l'éducation à la police et l'armée ? En d'autres termes, sont-ils tous générateurs de valeurs d'usage et de revenu au sens où nous l'avons défini ?

Premièrement, pour pouvoir être créée et réalisée, la valeur doit toujours être « portée » par une valeur d'usage. La valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur. Marx le dit ainsi : « Les marchandises viennent au monde sous la forme de valeurs d'usage ou de matières marchandes, telles que fer, toile, laine, etc. C'est là tout bonnement leur forme naturelle. Cependant elles ne sont marchandises que parce qu'elles sont deux choses à la fois, objets d'utilité et porte-valeur. Elles ne peuvent donc entrer dans la circulation qu'autant qu'elles se présentent sous une *double forme*, leur forme de nature et leur forme de valeur. »<sup>17</sup> Plus loin, il reprend : « Dans la production de l'habit, de la force humaine a été dépensée en fait sous une forme particulière. Du travail humain est donc accumulé en lui. A ce point de vue, l'habit est porte-valeur, bien qu'il ne laisse pas percer cette qualité à travers la transparence de ses fils, si râpé qu'il soit. Et dans le rapport de valeur de la toile, il ne signifie pas autre chose. Malgré son extérieur si bien boutonné, la toile a reconnu en lui une âme sœur pleine de valeur. C'est le côté platonique de l'affaire. En réalité l'habit ne peut point représenter la valeur dans ses relations extérieures sans que la valeur prenne en même temps l'aspect d'un habit. »<sup>18</sup>

Or le capital engagé dans la sphère de circulation et tout particulièrement dans la sphère financière, qui emploie pourtant de la force de travail salariée, n'aboutit à la production d'aucune valeur d'usage. Sans valeur d'usage, point de porte-valeur et donc point de valeur. Les services rendus dans la phase de circulation du capital sont, il est vrai, utiles à la classe capitaliste dans son ensemble puisqu'ils permettent au système de mieux se reproduire en facilitant la rotation du capital. Mais à aucun moment ils ne sont des marchandises présentant à la fois les deux formes décrites par Marx : objets d'utilité et porte-valeur. Ils n'interviennent pas dans le procès de production des marchandises, mais ils interviennent dans le procès de reproduction du capital car ils concourent à transformer les marchandises en capital-argent.

Ce point renvoie au statut de la monnaie dans l'économie capitaliste. La monnaie représente les rapports sociaux sur deux plans : elle est l'instrument par lequel une classe va exploiter et dominer l'autre et elle ne peut exister que par la légitimation publique qui seule lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat immédiat ou futur garantissant ainsi son rôle de réserve à travers le temps. Le « commerce d'argent » n'a donc que l'apparence d'un commerce de marchandise : ce commerce, où s'échange de l'argent aujourd'hui contre un peu

<sup>17</sup> . Marx [1965-a, p. 575-576].

<sup>18</sup> . Marx [1965-a, p. 580-581].



plus d'argent demain n'est fondé que sur la possibilité qu'il offre ensuite d'acheter des valeurs d'usage (que ce soit celle des produits ou celle de la force de travail) ou bien de posséder de la liquidité en vue d'un usage ultérieur. C'est une des manifestations du fétichisme de l'argent que d'attribuer à celui-ci le même statut qu'aux autres marchandises. L'argent n'est pas porte-valeur comme les marchandises ordinaires, il est valeur, sous entendu valeur déjà réalisée. Dès lors, deux cas de figure sont possibles. Ou bien le crédit est accordé sur la base d'une épargne préalable dont l'épargnant ne dispose plus pendant la durée du prêt ; dans ce cas, la mise à disposition d'une valeur déjà réalisée n'est pas création d'une nouvelle valeur. Ou bien le crédit correspond à de la création monétaire ; dans ce cas, l'argent mis à disposition représente une anticipation de la valeur qui sera produite ensuite par la force de travail mobilisée grâce au prêt, et, là encore, la mise à disposition n'est pas création de valeur, à tel point que, si l'anticipation s'avérait non fondée parce que l'investisseur a failli, nulle valeur ne sortirait du processus avorté. La mise à disposition d'une valeur monétaire (déjà réalisée ou anticipée) entre les mains des capitalistes par le système bancaire ne doit donc en aucun cas être assimilée ou comparée avec la fourniture de services collectifs non marchands à la population. D'un côté, il n'y a ni valeur d'usage, ni valeur, ni revenu monétaire produits ; on peut donc parler de prélèvement pour rémunérer les « services » financiers. De l'autre, il y a décision collective de produire simultanément des valeurs d'usage et du revenu dont il n'y aura pas la moindre part qui sera « valeur » pour l'accumulation privée.

Deuxièmement, à l'intérieur des services non marchands, on peut distinguer ceux qui constituent des valeurs d'usage entrant prioritairement dans la reproduction de la force de travail, tels les services d'éducation et de santé, et ceux qui servent essentiellement à assurer la protection de la reproduction du capital, tels la police et l'armée. Certes, l'école est une institution qui joue un rôle important dans la reproduction de la société en classes, c'est-à-dire dans la reproduction du mode de production capitaliste. Mais il n'en reste pas moins que l'éducation entre dans la constitution de la force de travail et qu'elle est ensuite inséparable de celle-ci. Ce n'est pas le cas des services dont la mission est de défendre prioritairement la propriété et de réprimer les atteintes à celle-ci, et qui sont d'ailleurs les seuls services non marchands que les libéraux souhaitent conserver, ceux qui renvoient aux fonctions dites régaliennes de l'Etat. Toutefois, il faut émettre une réserve : les administrations de police, de justice, de l'armée, ne sont pas entièrement attachés à la défense exclusive de la classe dominante car pour que l'Etat soit un Etat de classe, il faut qu'il soit en partie au-dessus des classes<sup>19</sup>.

Donc, si l'on peut ainsi distinguer en partie les services non marchands par leur finalité, rien ne permet de dire que les uns seraient générateurs de valeurs d'usage et de revenu nouveau et que les autres correspondraient à du revenu prélevé *ex ante*. Aussi, la continuité de la logique de notre raisonnement exige-t-elle de considérer que tous les travailleurs produisant les services non marchands sont improductifs de valeur pour le capital, donc improductifs de capital, mais qu'ils sont productifs de revenu.<sup>20</sup>

### 3.2. Une conception de la richesse

<sup>19</sup> . Engels écrivait [1971, p. 156] : « Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. »

<sup>20</sup> . Précisons un dernier point. Lorsque Keynes préconisait de payer des travailleurs à creuser des trous puis à les reboucher, il était trop subtil pour ne pas voir qu'aucune richesse ne jaillirait de ces trous et que le pouvoir d'achat introduit était sans contrepartie réelle immédiate. Mais il misait sur la redistribution inhérente à ces mesures vers des individus à propension marginale à consommer supérieure, lançant ainsi une dynamique de croissance réelle.

Si notre thèse est exacte, les cris d'orfraie contre les « prélèvements obligatoires » peuvent être radicalement critiqués en même temps que le processus de marchandisation du monde. La critique de la marchandise a été ouverte par Marx dès les premières pages du *Capital*. Elle repose sur la séparation entre valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire entre richesse et valeur. Les économistes néo-classiques ne s'y sont pas trompés. En refusant cette distinction, ils laissent accroire que toute satisfaction des êtres humains ne peut provenir que de l'extension du règne de la marchandise et donc du recul des services publics et du patrimoine commun de l'humanité.

A la racine de l'erreur libérale se trouve cette confusion récurrente depuis Say entre valeur d'usage et valeur d'échange ou entre richesse et valeur.<sup>21</sup> Mais une erreur symétrique doit être évitée : celle d'une définition du travail productif dans l'absolu, indépendamment des rapports sociaux. La thèse que nous proposons invite donc à procéder à une nouvelle articulation entre la valeur d'usage et la valeur. Elle permet à la fois de critiquer la justification de la marchandisation du monde et de se démarquer des pseudo-critiques social-libérales des conceptions de la richesse. Dominique Méda et Patrick Viveret<sup>22</sup> dénoncent le PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. Ne s'agit-il pas d'un contresens ? D. Méda et P. Viveret redécouvrent que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au contraire, intègre bon nombre de nuisances. Mais c'est la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange qui permet la critique du PIB et le tort de ces auteurs est de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Bruno Ventelou ne commet-il pas la même erreur quand il écrit : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie.* »<sup>23</sup> ? Si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas – et c'est tant mieux – à la sphère monétaire. Smith et Marx raisonnaient certes sur la production matérielle parce qu'elle était le seul exemple sous leurs yeux. Mais la possibilité d'un espace pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail.<sup>24</sup> En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, Marx désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

La critique doit être adressée aux libéraux contemporains qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux le bien-être de l'humanité est synonyme de l'élargissement permanent de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

La richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances ou externalités négatives qui ne sont pas de la richesse. Un autre

---

<sup>21</sup> . Remarquons que cette confusion transpire parfois chez certains auteurs marxistes. Ainsi, on peut lire à propos des travailleurs improductifs définis auparavant comme étant ceux qui ne produisent pas du capital : « Leur seul dénominateur commun est de ne pas contribuer à la production de *richesse* et de participer néanmoins à sa distribution. » [Salama, Valier, 1973, p. 127, souligné par nous].

<sup>22</sup> . Méda [1999] ; Viveret [2001].

<sup>23</sup> . B. Ventelou, [2001, p. 119, souligné par nous].

<sup>24</sup> . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [K. Marx, 1965-a, p. 571]. « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle!) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [K. Marx., 1965-b, p. 1413].

problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.<sup>25</sup>

Beaucoup s'acharnent à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en outre, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail.

En partant d'une définition rigoureuse du travail productif en relation avec la nature des rapports sociaux, il est possible de réfuter logiquement la vision libérale des dépenses publiques considérées comme parasitaires et néfastes à la société et de fonder en théorie leur légitimité. Cette relégitimation exige de revenir aux sources de l'économie politique et à sa critique fondamentale. Ainsi, il pourra être montré que la marchandisation du monde est antagonique avec l'émancipation humaine.

---

<sup>25</sup> . C'est ce point fondamental qui nous sépare à la fois des auteurs libéraux cherchant vainement une « valeur économique » de la nature [Harribey, 1997] et des auteurs sociaux-libéraux ou écologistes, dont certains sont issus du marxisme, qui théorisent le revenu d'existence ou allocation universelle. Ainsi, Moulier Boutang [2001, p.147] nous reproche d'avoir une « conception traditionnelle du travail directement productif ». La thèse développée ici montre le contraire. Ce qui nous sépare des tenants de la thèse de la fin du travail productif dont Gorz [1997] et Moulier Boutang sont représentatifs, c'est que nous continuons d'affirmer que seul le travail produit la valeur mais qu'il convient de distinguer celle qui grossit le capital et celle qui ne le grossit pas. Sur la discussion et la critique de la relation entre l'évolution du travail et le revenu d'existence, voir Harribey [2002].

## Bibliographie

- Engels F. [1971], *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884, Paris, Ed. sociales.
- Friot B. [2001], « Le salaire universel », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre-hiver, p. 29-33.
- Gorz A. [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée.
- Haavelmo T. [1945], « Multipliers effects of a balanced budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre, p. 311-318.
- Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- [1998], « Marx : des prix de production au circuit monétaire », in Bidard C., Hendaoui A., Poulon F. (sous la direction de), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, p. 157-176.
- [2000], « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'Enseignement Economique et Social*, n° 119, mars, p. 39-54.
- [2001-a], « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue africaine des sciences économiques et de gestion*, Vol. III, n° 1, janvier-juin, p.3-38.
- [2001-b], « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in Delaunay J.C., *Capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan p. 68-111.
- [2001-c], « Un essai de réfutation logique de la marchandisation du monde : l'activité non marchande n'engendre pas de capital mais elle engendre du revenu », Congrès Marx International III : « Le capital et l'humanité », Université Paris X, 26 au 29 septembre.
- [2002], « Revenu d'existence monétaire et d'inexistence sociale », Colloque « Pour ou contre le revenu d'existence », Paris, 12 janvier, <http://harribey.montesquieu.u-bordeaux.fr/travaux/revenu-d-inexistence.pdf>.
- Kalecki M. [1971], *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.
- Luxemburg R. [1972], *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero.
- Marx K. [1965-a], *Le Capital, Livre I*, 1867, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.
- [1965-b], *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, 1875, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.
- [1968-a], *Le Capital, Livre II*, 1885, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
- [1968-b], *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
- [1968-c], *Matériaux pour l'économie*, 1861-1865, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
- [1974, 1975, 1976], *Théories sur la plus-value*, Paris, Ed. Sociales, tomes I, II et III.
- Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.
- Poulon F. [1982], *Macroéconomie approfondie, Equilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas.
- Poulantzas N. [1974], *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil.
- Salama P., Valier J. [1973], *Une introduction à l'économie politique*, Paris, F. Maspero.

Schumpeter J.A., [1934], *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz.

Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.

Ventelou B. [2001], *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel.

Viveret P. [2001], *Reconsidérer la richesse*, Rapport d'étape de la mission « nouveaux facteurs de richesses » au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Paris.

Zerbato M. [1988], « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Economie appliquée*, tome XLII, n° 1, p. 91-113.